



**Communiqué de presse
AG/1416**

Assemblée générale

17^e & 18^e séances plénières – matin & après-midi

**ASSEMBLEE GENERALE: LES DELEGATIONS METTENT EN AVANT LE
LIEN ETROIT ENTRE DROGUE ET FINANCEMENT DU TERRORISME**

L'approche multilatérale a été présentée comme le seul moyen efficace de lutter contre le terrorisme international au cours du débat général qui se poursuivait aujourd'hui. En effet, le terrorisme ne peut être combattu comme un ennemi classique, par une bataille ponctuelle et une victoire ponctuelle, a fait valoir le Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay, qui a appelé à ce titre les Etats Membres à s'attaquer à toutes les manifestations du terrorisme, et pas seulement les plus atroces ou les plus visibles. Pour sa part, le Premier Ministre de la Bulgarie a estimé que la lutte contre le terrorisme ne serait réellement performante qu'en s'appuyant sur les organisations régionales, et a appelé les Etats Membres à ratifier au plus vite les 12 conventions relatives au terrorisme.

De même que le terrorisme ne peut plus être appréhendé comme une menace uniquement nationale, ses sources de financement, notamment la drogue, ne pourront être éradiquées sans une approche globale au-delà des initiatives nationales, ont estimé plusieurs intervenants, à l'image du Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande. Ainsi, le Président du Tadjikistan, rappelant que son pays, situé entre l'Afghanistan, l'un des principaux producteurs d'opium, et les pays consommateurs de drogue, avait saisi pour plus d'un milliard de dollars de stupéfiants au cours de ces quatre dernières années, a proposé l'établissement d'un partenariat mondial de lutte contre les stupéfiants par le biais des Nations Unies. Plusieurs délégations se sont accordées à dire que le relèvement économique et social de l'Afghanistan, aujourd'hui dans une situation précaire, était une composante essentielle de la lutte contre le terrorisme et contre son financement. A cet égard, le Ministre des affaires étrangères d'Ouzbékistan s'est déclaré en faveur de la création d'un programme de lutte contre les drogues en Asie centrale qui intégrerait notamment un contrôle renforcé des flux transfrontaliers ainsi que des mécanismes de lutte contre le crime transnational organisé. De même le Président colombien, faisant valoir que son pays avait éliminé 70% des cultures illicites et avait autorisé l'extradition de 94 personnes pour délits de trafic de drogue, a exhorté la communauté internationale à soutenir l'action de son pays en refusant d'accueillir les terroristes colombiens et en aidant la Colombie à confisquer leurs biens.

La coopération internationale a également été mise en avant en matière de lutte contre les armes de destruction massive. Les membres du Conseil de sécurité ont notamment été invités par l'Ouzbékistan à adopter un protocole sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, afin de s'assurer que les terroristes ne peuvent disposer d'armes de destruction massive. Revenant pour sa part sur les différends qui opposent son pays aux Etats-Unis à ce sujet, le Vice-Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée a assuré que la dénucléarisation de la péninsule coréenne constituait une priorité pour Pyongyang, qui

avait fait des propositions en ce sens dans le cadre des discussions à six de Beijing. Estimant que l'usage de la pression ne pouvait servir à résoudre la question nucléaire, il a déploré le gel des Accords bilatéraux et des approvisionnements en pétrole par les Etats-Unis dans le but de contraindre son pays à accepter les inspections de l'AIEA et a affirmé que l'attitude de Washington au cours des récentes discussions revenait à retarder, voire à empêcher, la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Les Présidents du Tadjikistan et de la Colombie, le Premier Ministre de la Bulgarie, la Vice-Présidente des Palaos, les Ministres des affaires étrangères de la Norvège, de l'Uruguay, de Brunéi Darussalam, de Belize, de la Thaïlande, de la République populaire démocratique de Corée, du Bhoutan, du Tchad, du Togo, de la Namibie, de l'Ouzbékistan, du Cambodge, de la République dominicaine, de Sao Tomé-et-Principe, du Malawi ainsi que le représentant des îles Marshall ont pris la parole au cours de ce débat.

Le débat général reprendra, demain, mercredi 1er octobre à 10 heures.

Déclarations

M. EMOMALI RAKHMONOV, Président du Tadjikistan, a expliqué que l'établissement d'un Tadjikistan indépendant et laïc a constitué un défi pour cette république au cours des dix dernières années. Cette transition s'est faite grâce à l'appui de la communauté internationale, notamment la Fédération de Russie, les Etats-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies. Une décennie ne suffit pas pour faire un bilan global, a-t-il dit, estimant toutefois que grâce aux enseignements tirés de l'expérience passée, le Tadjikistan a consolidé ses bases démocratiques et développé une économie de marché. Pour notre gouvernement, cette évolution a supposé une ouverture vers le secteur privé et la société civile, a-t-il dit. Évoquant les conflits régionaux, le Président a suggéré l'établissement de mécanismes de nature à prévenir leurs débordements et l'éclatement des Etats nations, et estimé qu'il fallait contrôler les armes de destruction massive dans des cadres régionaux. L'Iraq doit recouvrer pleinement et rapidement sa souveraineté, a dit le Président, avant de réaffirmer que les Nations Unies doivent jouer un rôle clef dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Les Nations Unies doivent également renforcer leurs actions dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et l'analphabétisme.

En effet, a observé le Président Rakhmonov, aucune des mesures définies dans les grandes conférences n'a été mise en œuvre à ce jour pour lutter contre la pauvreté, et l'écart entre pays riches et pays pauvres ne cesse de se creuser. L'accès de nos pays aux investissements étrangers est très limité, a-t-il ajouté, mettant en avant à cet égard les préoccupations des pays en développement sans littoral. Le Tadjikistan propose à l'Assemblée générale de décréter la «Décennie internationale de l'eau portable 2005-2015», a déclaré M. Rakhmonov, rappelant que 1,2 milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable et à l'assainissement et que plus de 20% des habitants de la planète seront privés d'eau d'ici 2010. Poursuivant son intervention, le Président du Tadjikistan a abordé la question du terrorisme, problème crucial en Asie centrale, et qui exploite le désarroi de ceux qui se sentent humiliés. La lutte contre le terrorisme suppose par ailleurs de s'attaquer à ses sources de financement, au premier rang desquels le trafic de drogues. Le Tadjikistan, qui partage une longue frontière avec l'Afghanistan s'est trouvé entre l'un des principaux producteurs d'opium et les pays consommateurs, a-t-il rappelé, et nos efforts sont concluants puisque pendant ces quatre dernières années, les saisies de stupéfiants sont estimées à plus de 1 milliard de dollars. Le Président Rakhmonov a proposé l'établissement d'un partenariat mondial de lutte contre les stupéfiants par le biais des Nations Unies.

M. SIMEON de SAXE-COBOURG, Premier Ministre de la Bulgarie, a réitéré le soutien de son pays à l'Organisation des Nations Unies, en rappelant que l'acte barbare dont elle avait été victime le 19 août dernier exigeait la vigilance accrue de tous les Etats Membres dans la lutte contre le terrorisme. C'est la fonction même du Comité du Conseil de sécurité, qui doit s'appuyer sur les organisations régionales et sous-régionales afin de créer un véritable réseau d'action global, où un rôle de tout premier plan revient à l'Union européenne, à l'OTAN et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Souhaitant ardemment que l'unité du Conseil de sécurité soit retrouvée à l'occasion de l'épineuse question iraquienne, le Premier Ministre a estimé par ailleurs que le Conseil provisoire de gouvernement représentait le meilleur partenaire de la communauté internationale pour aider les Iraquiens à reconstruire leur pays.

Inquiet des événements du Proche-Orient, le Gouvernement bulgare a réitéré son appel à l'Autorité palestinienne de s'acquitter pleinement de ses obligations découlant de la Feuille de route afin d'arrêter les attaques-suicide contre des civils, tout en exhortant Israël à cesser les exécutions extrajudiciaires et à renoncer à ses plans d'expulser le Président Yasser Arafat. Il a ensuite évoqué la situation au Kosovo où l'ONU joue un rôle irremplaçable, la Bulgarie appelant des ses vœux un Kosovo multiethnique, démocratique et prospère, tel que le prévoit la résolution 1244 du Conseil de sécurité. En conclusion de son allocution, M. de Saxe-Cobourg a fait part des progrès accomplis par la Bulgarie dans ses principaux objectifs extérieurs: rejoindre l'Union européenne et l'OTAN, deux avancées qui permettront à son pays d'être plus efficace encore dans la mise en œuvre des principes et des idéaux de la Charte des Nations Unies. Présidant à partir de janvier 2004 l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la Bulgarie s'est dite convaincue que l'expérience de cet organisme régional en matière d'organisation et d'observation d'élections libres et démocratiques pourra être utile aussi bien à l'ONU qu'à d'autres instances régionales.

M. ALVARO URIBE VELEZ, Président de la Colombie, a déclaré que le multilatéralisme restait le système le plus efficace pour soutenir la paix, la sécurité et le développement social et économique. Sur la question du terrorisme, le Président a rappelé les principes de la Politique de Sécurité Démocratique mise en place il y a un an dans son pays, qui vise à protéger tous les citoyens du terrorisme et repose sur la vision d'une nation pluraliste. Avec un territoire de 1 200 000 km², dont 400 000 km² de forêts, l'absence de l'Etat dans certaines zones du pays a été mise à profit par certains groupes terroristes, a-t-il rappelé. 170 municipalités n'étaient dotées d'aucune présence policière il y a un an, a-t-il poursuivi, se félicitant du fait que la police était aujourd'hui présente dans 151 d'entre elles. Faisant part de plusieurs autres résultats obtenus en matière de sécurité au cours des neuf derniers mois, le Président colombien a déclaré notamment que le nombre d'homicides avait été réduit de 22% et que le nombre d'enlèvements avait diminué de 34,7%. Cependant, quel pays peut se sentir en paix avec 1485 enlèvements en neuf mois, s'est-il interrogé, affirmant que son gouvernement ne pourrait véritablement crier victoire que lorsque tous ces actes, comme l'attentat qui avait eu lieu à Florencia quelques heures auparavant, seraient totalement éradiqués. Déplorant par ailleurs que les assassinats d'autochtones soient passés de 72 à 75 cette année, il a réaffirmé sa volonté de protéger ces populations et de freiner leurs déplacements. Le Président colombien a en outre affirmé que de nombreux membres des forces de protection illégales avaient été capturés.

Sur la question de la drogue, il a fait valoir que son pays avait éliminé 70% des cultures illicites, autorisé l'extradition de 94 personnes pour délits de trafic de drogue, et rémunéré 5400 familles comme garde-chasse pour prévenir la réapparition de la drogue, en remplaçant les cultures illicites et en prenant soin de la forêt. Faisant valoir que dans le contexte de son pays, le terrorisme, la violence et la drogue étaient étroitement liés, le Président colombien a exhorté la communauté internationale à venir à bout de l'éradication de la drogue, notamment en refusant d'accueillir les terroristes colombiens

et en aidant la Colombie à confisquer leurs biens. Rappelant que 30 000 personnes avaient été identifiées comme appartenant à des organisations terroristes en Colombie, le Président a affirmé que son pays persisterait dans sa politique de fermeté, en renforçant l'état de droit. A cet égard, il a déploré que les efforts du Secrétaire général pour trouver une solution pacifique avec les forces du FARC n'aient pu aboutir à cause du manque de coopération de ces groupes violents qui ont enlevé des centaines de colombiens et d'étrangers.

De même il a déclaré que tout avait été fait pour trouver un processus de paix avec les ELN, mais qu'aucune réponse positive n'ait été apportée par les terroristes. Cependant, le Président a rappelé que dans un pays qui regroupe 30 000 terroristes, les solutions alternatives aux peines d'emprisonnement pour les terroristes étaient nécessaires si l'on voulait un jour arriver au chemin de la paix. Notre problème constitue une menace internationale, a-t-il enfin rappelé, car si nous ne détruisons pas la drogue, c'est elle qui détruira le bassin amazonien et de même, si nous ne détruisons pas le terrorisme, il menacera le monde. Ce serait donc une tragédie si le monde civilisé ne s'unissait pas pour vaincre le fléau que représente le terrorisme et pour soutenir les démocraties qui le combattent, a-t-il conclu.

Mme SANDRA SUMANG PIERANTAOZZI, Vice-Présidente et Ministre de la santé des Palaos, a rappelé que la paix ne pouvait se vivre seule et que le bien-être d'un peuple dépendait de celui des autres peuples. La Vice-Présidente a mis en avant le développement rapide de son pays depuis son accession à l'indépendance, il y a neuf ans, et la nécessité de rejoindre la communauté internationale dans sa lutte pour la protection des peuples. Elle a fait part du soutien de son pays à la guerre engagée par les Etats-Unis contre le terrorisme et a rappelé que les initiatives visant la lutte contre le terrorisme, la résolution des conflits, la prévention des maladies contagieuses, la prolifération d'armes ainsi que le combat pour la démocratie et les droits de l'homme, pour n'en citer que quelques uns, étaient au bénéfice de toute la communauté internationale. La Vice-Présidente a également précisé que les standards environnementaux contenus notamment dans le Protocole de Kyoto ne pouvaient être efficaces et protéger les petits pays insulaires en développement comme le sien sans le soutien des autres Etats. Elle s'est par ailleurs inquiétée de la protection de l'environnement, notamment l'épuisement de la couche d'ozone, les changements climatiques, l'épuisement des ressources naturelles et la montée du niveau de la mer en particulier, qui représente à son avis un danger immédiat. Par ailleurs, Mme Pierantozzi s'est prononcée pour la réadmission de la République de Chine (Taiwan) dans l'ONU, affirmant que la 17^{ème} puissance économique et démocratique de la planète ne pouvait plus être ignorée du reste de la communauté internationale. La Vice-Présidente a conclu sur la nécessité pour les Nations Unies de se pencher sur les racines du terrorisme afin de permettre la préservation et la progression de la paix, en tant qu'objectifs premiers de l'Organisation.

M. SOMSAVAT LENGSAVAD, Premier Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire du Lao, a déclaré qu'au-delà des problèmes politiques et militaires qui frappaient la planète, il fallait prendre en considération la gravité des questions économiques, sociales et environnementales, telles que le réchauffement planétaire, la pollution, les catastrophes naturelles, la pandémie du VIH/sida, les maladies incurables, la pauvreté et le sous-développement, le cas des réfugiés, le poids de la dette et la stagnation économique. La sévérité de ces problèmes est encore aggravée par la disparité entre pays développés et pays en développement, qui résulte de la mondialisation. Le Premier Ministre a plus particulièrement attiré l'attention sur la situation des pays en développement sans littoral, Groupe que son pays préside depuis quatre ans et dont l'objectif est de porter les besoins particuliers et les problèmes de ces pays sur le devant de la scène internationale. Par ailleurs, il a appelé le Conseil de sécurité à jouer pleinement son rôle dans la sauvegarde de la paix et de la sécurité, estimant qu'un monde sûr permettrait à toutes les nations de mieux promouvoir leur

développement socio-économique. Son pays a d'ailleurs déclaré à ce propos que la réalisation d'une péninsule coréenne exempte d'armes nucléaires offrirait l'assurance de la sécurité dans la région et favoriserait une réunification pacifique des deux Corée. M. Lengsavad s'est également félicité des progrès accomplis par le peuple lao dans son développement, soulignant que, grâce à la promotion des ressources inexploitées de tous les secteurs économiques et l'expansion de la coopération avec la communauté internationale, le taux de croissance économique national avait augmenté et les conditions de vie s'étaient améliorées, en particulier dans les zones rurales. En conclusion, le Premier Ministre a appelé à faire progresser l'intégration régionale de l'Association des nations asiatiques du Sud-Est (ANASE), saluant le renforcement récent de la coopération de cet organisme avec les Etats-Unis.

Pour M. JAN PETERSEN, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, les principes humanitaires doivent être respectés par tous les États et tous les acteurs dans les conflits confrontés aux missions de paix des Nations Unies. Sauf à satisfaire les besoins sécuritaires de l'Iraq, il sera difficile de reconstruire l'Iraq, a observé ensuite le Ministre, s'inquiétant de l'instabilité dans le pays et estimant que les Nations Unies doivent jouer un rôle clef et guider les efforts de la communauté internationale pour un retour à la souveraineté selon un calendrier et des critères acceptables. Se félicitant ensuite des efforts de la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme, M. Petersen s'est inquiété ensuite de son lien avec la prolifération des armes de destruction massive. Par ailleurs, au regard du terreau que constitue l'extrême pauvreté pour le terrorisme, le Ministre a souhaité une Organisation des Nations Unies réactive, soucieuse de bâtir un monde humanisé et juste, en accordant une priorité aux droits de l'homme, à la bonne gouvernance et au développement durable. Les Objectifs de développement du Millénaire consistent à réduire de moitié le nombre de pauvres sur la planète d'ici à 2015 ainsi que le nombre de personnes vivant sans eau potable et sans assainissement, a-t-il rappelé, avant d'exhorter les États Membres à privilégier des partenariats avec le secteur privé et la société civile pour remplir ces objectifs. Il s'est inquiété ensuite de la perpétuation des conflits et a estimé que le combat contre la pauvreté, par le biais du soutien au NEPAD et à l'Union africaine, contribuera à prévenir et arrêter ces conflits en Afrique et ailleurs.

Il est important également de prendre en compte les sources qui alimentent ces conflits, notamment le trafic des diamants et des armes légères, a expliqué M. Petersen, saluant à cet égard les réformes opérées ces dernières années au sein du Département des opérations de maintien de la paix. Abordant par ailleurs la question de l'Afghanistan, le Ministre a jugé que les conditions de la stabilité ne sont pas encore réunies et a souhaité que le déploiement de l'OTAN, dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), y contribue. M. Petersen a demandé ensuite aux parties en présence au Sri Lanka de poursuivre leurs négociations de paix et, s'adressant aux autorités du Myanmar, il a exigé la libération de Aung Saan Suu Kyi. Enfin, il a invité les Palestiniens et les Israéliens à tout mettre en œuvre pour faciliter la réalisation des objectifs de la Feuille de route et de la vision de deux États. Le Ministre a conclu en soutenant les propositions de réformes du Secrétaire général et a exhorté les États Membres à faire preuve d'unité renouvelée pour préserver le multilatéralisme en procédant aux réformes indispensables, tant au niveau du Conseil de sécurité que de l'Assemblée générale.

M. DIDIER OPERTTI-BADAN, Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay, a estimé que l'ampleur des changements internationaux appelait de nouvelles formes de réponses de la part de l'Organisation des Nations Unies. En cette époque où le monde est plus petit et plus interdépendant, les réformes doivent viser à renforcer l'action multilatérale pour faire face aux problèmes internationaux, a-t-il poursuivi. Ainsi, le terrorisme international, qui n'a pas de frontières, exige une action globale et commune et ne peut pas être combattu comme un ennemi classique, par une bataille et une victoire

ponctuelles, a affirmé le Ministre. Le combat contre le terrorisme doit être un effort permanent et constant, a-t-il insisté, et nécessite que l'on s'attaque à toutes ses manifestations, et pas seulement les plus atroces ou les plus visibles.

Par ailleurs, le Ministre uruguayen a jugé essentiel de rendre le Conseil de sécurité plus démocratique, sans pour autant compromettre son efficacité, ainsi que de renforcer et revitaliser l'Assemblée générale, dont les actes sont les plus authentiques sur le plan international mais qui manque de crédibilité. Regrettant que les Etats Membres mettent trop souvent en avant leurs intérêts nationaux, il a estimé que le respect des intérêts communs était pourtant la meilleure façon de satisfaire les intérêts nationaux des pays membres. S'agissant des questions économiques, le Ministre de l'Uruguay a déploré le récent échec des négociations de Cancún. Des règles commerciales internationales plus justes et plus équilibrées sont non seulement dans l'intérêt des pays comme le mien, a-t-il poursuivi, mais également dans l'intérêt de la communauté internationale dans son ensemble.

M. MOHAMED BOLKIAH, Ministre des affaires étrangères de Brunéi Darussalam a condamné tous les actes de terrorisme. Il a rappelé que lorsque son pays était entré aux Nations Unies, il s'était engagé à suivre deux principes, le premier étant le respect des principes du droit international et des procédures régulant la présente Assemblée. Le second a trait aux prises de décisions au niveau multilatéral et les implications qui en découlent, à savoir: respecter les autres Membres; être sensible à leurs préoccupations; dialoguer avec les partenaires pour la conduite des affaires internationales, en dépit d'éventuelles frustrations des uns et des autres. Nous croyons toujours fermement à ces principes, a-t-il souligné, les Nations Unies sont ce que nous en faisons.

Le Conseil de sécurité a été gravement divisé cette année, a-t-il remarqué. Les membres ont estimé qu'il fallait une Organisation véritablement multilatérale au sein de laquelle il leur est possible de contribuer aux processus de prises de décisions. Il est indéniable que certains pays Membres n'ont pas le pouvoir d'agir efficacement dans la résolution des grandes affaires actuelles. Persuadés que les affaires internationales sont l'apanage de quelques nations, d'aucuns estiment que les petites Nations en développement n'ont pas le pouvoir de s'occuper de ces questions. De nombreux gouvernements se sentent, dans les faits, exclus des grandes décisions: ce qui les amène à constater que le multilatéralisme a montré ses limites. Le Ministre a exprimé sa satisfaction d'avoir entendu le Secrétaire général souligner la nécessité d'une réforme. Les divisions que nous avons vues cette année nous suggèrent que nous ne pouvons pas indéfiniment retarder le moment de mettre en place ces réformes. Une chance nous est offerte de savoir si oui ou non, les Nations Unies sont capables d'évoluer. Ce test doit être réussi, a-t-il conclu.

M. GODFREY P. SMITH, Ministre de la justice et Ministre des affaires étrangères et de la coopération de Belize, a jugé inquiétant que les principes fondamentaux qui ont sous-tendu l'édification du système juridique international depuis 1945 jusqu'à ce jour ne soient pas respectés en pratique. Il a cité le principe du règlement pacifique des conflits ainsi que la non-ingérence dans les affaires intérieures, le respect du droit international, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou encore le respect des droits économiques, sociaux et politiques. Le Ministre de Belize a rappelé l'importance de la Charte des Nations Unies qui, selon lui, doit être modifiée en vue d'une plus grande démocratisation. Les petits pays, a-t-il dit, devraient avoir plus de pouvoir. Il a soutenu à cette fin la réforme du système des Nations Unies et a insisté sur la responsabilité du Conseil de sécurité en matière de paix et de sécurité internationales. Il a estimé que l'action dans ce domaine devait continuer d'être collective et non unilatérale. Le Ministre a énoncé la raison pour laquelle sa déclaration se résume à un seul sujet, à savoir son inquiétude quant à la survie des Nations Unies, le respect de sa

Charte et des principes de droit international, si importants pour des petits Etats comme Belize dont la survie dépend du respect de ces principes. M. Smith a insisté sur le devoir de ne pas réduire à néant les efforts de tant d'années de coopération internationale. Selon lui, le choix est entre le multilatéralisme et le chaos.

M. SURAKIART SATHIRATHAI, Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande, a rappelé que son pays, fier de compter au nombre des 89 pays qui participent à des opérations de maintien de la paix et renouvelé son soutien aux efforts de reconstruction et de pacification des Nations Unies, estimant qu'aucun autre peuple ne méritait aujourd'hui davantage la paix, la stabilité et un avenir prospère que ceux du Moyen-Orient. Il a par ailleurs souligné la nécessité de s'unir contre le terrorisme, le Gouvernement thaïlandais ayant amendé sa législation à cette fin. Ce dernier s'est également engagé dans la lutte contre la production et le trafic de stupéfiants, en particulier des méthamphétamines, et, dans le respect de la loi, a mis sur pied une campagne stratégique intégrée reposant sur la prévention, le traitement et la réhabilitation des toxicomanes, et la destruction des produits. Face à la pandémie du VIH/sida, la Thaïlande a rappelé son soutien aux efforts déployés dans le cadre de travail du Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et la malaria, et renforcé ses partenariats avec les pays voisins et les agences régionales et sous-régionales. Convaincu que la coopération internationale et le partenariat sont cruciaux dans le combat contre les menaces de toute nature, le Ministre a affirmé que son pays s'était impliqué dans des initiatives diverses en vue de surmonter les disparités économiques régionales pour construire la paix et la prospérité, dont la création du Dialogue de la coopération asiatique qui rassemble déjà 22 pays de l'Asie.

M. CHOE SU HON, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, s'est inquiété de l'instabilité du système international contemporain où des États sont classés arbitrairement dans «l'axe du mal» tandis que d'autres font l'objet d'attaques unilatérales sans autorisation du Conseil de sécurité. Nous sommes confrontés à un unilatéralisme terrifiant, a-t-il dit, condamnant la guerre contre l'Iraq, un pays souverain, une guerre conduite sous un prétexte fallacieux de démantèlement des arsenaux d'armes de destruction massive. M. Choe a déploré ensuite les tentatives d'asphyxie de la République populaire démocratique de Corée par certains membres de la communauté internationale et a assuré que la dénucléarisation de la péninsule coréenne constituait une priorité pour Pyongyang qui a fait des propositions en ce sens dans le cadre des discussions à six de Beijing. Nous avons toujours fait part de notre bonne volonté et de notre disposition à aplanir les malentendus avec les Etats-Unis, a-t-il rappelé, avant de regretter les allégations de Washington qui a gelé les Accords bilatéraux et les approvisionnement en pétrole en novembre 2002 pour faire pression sur la République populaire démocratique de Corée afin de la contraindre à accepter les inspections de l'AIEA.

La dissuasion de la RPDC ne sert pas à attaquer qui que ce soit, mais simplement à se défendre, a poursuivi le Vice-Ministre, exhortant les Etats-Unis à renoncer à leur hostilité à l'égard de Pyongyang et à normaliser leurs relations bilatérales en échange de l'abandon du programme nucléaire. L'attitude de Washington dans le cadre des discussions à six de Beijing revient à retarder et contrer la dénucléarisation de la péninsule coréenne, a dit le Vice-Ministre, ajoutant que les Etats-Unis veulent ajouter à la liste de leurs préoccupations les droits de l'homme et les missiles. Les Etats-Unis cherchent à désarmer la RPDC par des pressions diplomatiques tout en maintenant leurs projets d'asphyxie et d'hostilité contre notre pays, a dit M. Choe, estimant que les pressions ne peuvent servir à résoudre les problèmes nucléaires. Il a plaidé pour un nouvel ordre international qui passe par l'abandon de l'unilatéralisme et une véritable réflexion sur les prérogatives du Conseil de sécurité et la pertinence de certaines mesures telles que les sanctions.

M. KHANDU WANGCHUK, Ministre des affaires étrangères du Bhoutan, a estimé que la fin de la Guerre froide avait créé un climat d'optimisme qui a été réaffirmé lors du Sommet du Millénaire et qui nous a convaincu que nous pouvions édifier un monde plus humain et plus juste. Il ne faut pas décevoir cet optimisme, a poursuivi le Ministre, et à ce titre, la guerre en Iraq a constitué un défi au multilatéralisme qui s'est retrouvé fragilisé par les divergences au sein du Conseil de sécurité. Parallèlement, nous ne sommes pas sûrs non plus de pouvoir remplir les objectifs de lutte contre la pauvreté, a dit le Ministre: on ne peut avoir de développement sans paix et sécurité et, inversement, il semble impossible de gagner la paix lorsque la moitié de la population mondiale vit dans l'extrême pauvreté. Le Ministre a prôné une détermination renouvelée de la communauté internationale pour parvenir à un monde plus équitable et à cet égard, il a considéré que le Consensus de Monterrey, le Programme d'Action de Johannesburg et la Déclaration d'engagement de Doha, avaient fourni le cadre à la réponse à apporter à la vulnérabilité des pays les moins avancés, des petits Etats insulaires en développement et des pays sans littoral. Il nous appartient dès lors de les mettre en œuvre, a-t-il estimé, rappelant que sur les 33 pays qui sont encore loin d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire, 23 sont en Afrique. Le Ministre a invité la communauté internationale à soutenir la mise en œuvre du NEPAD, et à contribuer au relèvement de l'Afghanistan et de l'Iraq.

M. NAGOUM YAMASSOUM, Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine du Tchad, a affirmé que l'Organisation des Nations Unies devait bénéficier du plein soutien de ses Etats Membres, afin de retrouver sa vocation collective. Dans cette perspective, un élargissement du Conseil de sécurité aux puissances nouvelles ou émergentes est nécessaire, ce qu'a confirmé la crise iraquienne. Par ailleurs, la cohérence du NEPAD étant liée à l'appui de la communauté internationale, ses résultats seront fonction d'une solidarité réelle des économies à l'échelle de la planète. De son côté, le Gouvernement du Tchad, engagé sur la voie du pluralisme démocratique, a mis en œuvre le Programme politique du Président de la République, M. Idriss Deby, qui vise à réduire la pauvreté et à assurer une gestion saine des deniers publics, particulièrement les ressources supplémentaires et substantielles attendues de l'exploitation imminente du pétrole. Suivant avec attention la situation politique internationale, et en particulier celle de l'Afrique, le Tchad a noté les progrès accomplis dans le règlement des conflits en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, au Soudan, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest. Il a poursuivi par l'évocation de deux questions fondamentales face auxquelles la communauté internationale, a estimé le Ministre, demeure toujours timorée: l'aide au développement et la lutte contre le VIH/sida. Toutes sont des Objectifs du Millénaire pour lesquels des engagements ont été pris ici même, en juin 2001, lors du Sommet spécial sur le VIH/sida et à Monterrey en mars 2002, engagements qu'il reste à traduire en actes comme l'a souligné le Secrétaire général dans son rapport sur l'activité de l'Organisation. Enfin, le Ministre a terminé son propos en appelant l'attention sur la question cruciale de la représentation de Chine (Taiwan) au sein de l'Organisation, estimant qu'il était inadmissible que les 23 millions de Taïwanais soient discriminés par les Nations Unies et leurs institutions spécialisées. Il a donc exhorté la présente session à mettre fin à l'exclusion de Taiwan en le rétablissant dans son statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

M. BIOSSEY KOKOU TOZOUN, Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Togo, a affirmé que l'Organisation des Nations Unies avait besoin d'être renforcée pour remplir ses tâches et qu'une nouvelle approche lui permettrait de rechercher des solutions plus viables aux problèmes de paix, de sécurité et de développement. Le Ministre a souligné le souffle démocratique qu'a connu son pays et fait état de l'adhésion de sa population aux réformes politiques du gouvernement engagées il y a plus de 10 ans. Il a rappelé la tenue des dernières élections présidentielles sous observation internationale qui ont contribué au renforcement de l'état de droit. La remise en cause des institutions démocratiques dans certains pays d'Afrique tient plus

aux difficultés économiques et financières qu'à l'incompréhension du processus démocratique, a poursuivi le Ministre. M. Kokou Tozoun a ensuite attiré l'attention de la communauté internationale sur les sanctions subies par son pays depuis 10 ans et a lancé un appel à la reprise de la coopération. Il a ensuite fait état de l'implication de son pays dans la résolution de nombreuses crises, notamment dans la région des Grands Lacs et, plus récemment, en Côte d'Ivoire. Rappelant que le Togo avait participé à de nombreuses missions de maintien de la paix dans le cadre sous-régional ou sous l'égide des Nations Unies, le Ministre a salué la création d'une Mission des Nations Unies au Libéria. A cet égard, il a exhorté les pays riches à contribuer au financement de cette force pour lui donner les moyens nécessaires d'accomplir sa mission. Il a par ailleurs rappelé l'adoption d'un Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité au sein de l'Union africaine, lors du Sommet de Durban en 2001, et a indiqué que le Togo contribuerait à la concrétisation d'une approche collective des questions de défense, de paix et de sécurité en Afrique. Le Ministre a ensuite dit que la création d'un environnement favorable à l'expansion économique n'avait pas empêché l'aggravation de la pauvreté. La paix et la sécurité seront toujours menacées tant que les frontières de la pauvreté n'auront pas reculé, a-t-il déclaré. Il a également insisté sur la précarité de la situation économique des pays en développement, africains en particulier, et a rappelé que la dette extérieure, l'instabilité des recettes d'exportation et les conséquences néfastes découlant de la détérioration des termes de l'échange avaient contribué à dégrader leurs conditions socio-économiques. Il a appelé les pays industrialisés à renoncer aux pratiques protectionnistes et aux subventions dans les secteurs industriels et agricoles et a estimé que la mondialisation devait s'accompagner d'un élan de solidarité accru et d'une politique visant à acheter les produits des pays du Sud.

M. HIDIPO HAMUTENYA, Ministre des Affaires étrangères de Namibie, a jugé essentiel de rappeler le lien étroit qui existe entre sécurité internationale et développement économique et a appelé l'Organisation des Nations Unies à respecter ses engagements en matière de développement, notamment dans la mise en oeuvre de la Déclaration du Millénaire. La Namibie souhaite appliquer cette déclaration et alloue 23% du budget annuel à l'éducation et 15% à la santé, a-t-il fait valoir. Pour que notre population sorte du borbier de la pauvreté, il nous faut notamment non seulement redevenir compétitifs, mais aussi lutter farouchement contre le VIH/sida. A cet égard, il a rappelé que son pays portait une attention toute particulière à la situation des orphelins dont les parents ont succombé au VIH/sida. La Namibie œuvre avec les agences internationales, le secteur privé et des membres de la société civile pour faire face à la pandémie. Le Ministre a cependant déclaré que le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida avait besoin de bien plus de contributions.

Par ailleurs, le Ministre de la Namibie a estimé que la réforme des Nations Unies devait être prioritaire compte tenu aussi de l'incapacité flagrante dans laquelle se trouve le Conseil de sécurité pour régler la situation dramatique au Moyen-Orient. Selon le Ministre, il s'agit d'un manque de volonté politique qui l'empêche d'agir et de mettre fin à ce «carnage». S'agissant de la question du Sahara occidental, il a souligné que le droit de sa population à l'autodétermination et à l'indépendance était une obligation découlant de la Charte des Nations Unies. Il a par ailleurs condamné le blocus américain à l'égard de Cuba et a appelé la communauté internationale à réclamer la levée immédiate de cet embargo. Enfin, le Ministre a rappelé l'importance vitale de la coopération internationale, d'une part dans la lutte contre le fléau de la pauvreté et du sous-développement, et d'autre part, pour promouvoir l'accès des pays en développement aux marchés des pays développés. Déplorant à ce titre l'échec des négociations de Cancun, il a appelé les Etats à ne pas oublier les promesses faites lors du Sommet du Millénaire.

M. SODYQ SAFAEV, Ministre des affaires étrangères de l'Ouzbékistan, a évoqué en premier lieu la menace à la paix et à la sécurité internationales que constitue le terrorisme face auquel les Nations Unies doivent assurer leurs responsabilités. Le

terrorisme est étroitement lié au trafic de drogues, à la prolifération des armes et au blanchiment, a souligné M. Safaev, prenant l'exemple de l'Afghanistan qui, en dépit des efforts de la coalition internationale et du Gouvernement du Président Karzaï, reste dans une situation précaire. L'Ouzbékistan insiste sur le nécessaire relèvement économique et social de l'Afghanistan et c'est pourquoi nous avons construit en l'espace de deux ans une route et huit ponts entre Mazar-i-Sharif et Kaboul et nous avons électrifié le nord du pays, a-t-il indiqué. Les Nations Unies doivent intensifier leurs efforts de lutte contre le terrorisme par le biais du Comité du Conseil de sécurité créé à cette fin, a jugé le Ministre, ajoutant que les centres régionaux doivent pouvoir disposer des financements adéquats pour sensibiliser les jeunes aux dangers de l'idéologie extrémiste. Les Nations Unies doivent également travailler à la codification juridique globale du terrorisme et créer une structure internationale de soutien à la mise en œuvre des programmes nationaux de lutte contre ce danger.

Notre souci, a-t-il poursuivi, est de rompre notre isolement géographique par la création d'un couloir de transport transafghan qui permettrait aux pays sans littoral d'avoir accès à des ports maritimes. A cette fin, le Ministre a jugé qu'il était grand temps pour les institutions financières internationales et les agences de développement des Nations Unies de venir en aide aux pays en développement par des financements conséquents. C'est notamment le cas pour la reconstruction d'un pays comme l'Afghanistan, exsangue au sortir d'un long conflit, a-t-il précisé. Il a invité les membres du Conseil de sécurité à adopter un protocole sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, afin de s'assurer que les terroristes ne puissent disposer d'armes de destruction massive. Enfin, M. Safaev a prôné un programme de lutte contre les drogues en Asie centrale qui prévoit des mécanismes de substitution pour les producteurs et de contrôle renforcé des flux transfrontières, de même que des mécanismes de lutte contre le crime transnational organisé.

M. HOR NAMHONG, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Royaume du Cambodge a déclaré que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) avait activement répondu au terrorisme en renforçant la coopération à tous les niveaux entre les pays membres par des mesures concrètes. Cependant la Djemaah Islamiah reste une menace significative dans la région aujourd'hui, en dépit des progrès des actions antiterroristes. La pauvreté reste un des graves problèmes auquel le monde doit faire face, en particulier les pays les moins avancés, avec 1,2 milliard de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, a déclaré le Ministre. Le partage des ressources par les pays développés n'est pas seulement une action généreuse mais aussi une nécessité pour vivre ensemble dans un monde de paix, de sécurité et d'harmonie. A cet égard, le Ministre s'est déclaré convaincu que la communauté internationale devait agir collectivement dans un esprit de responsabilité et de solidarité pour mettre fin à cette situation alarmante de pauvreté en la réduisant graduellement par étapes concrètes.

Il a en outre noté que le 8^{ème} sommet de l'ANASE, qui s'est tenu à Phnom Penh a renforcé la coopération économique avec la Chine, le Japon, la République démocratique de Corée et l'Inde. Il a appuyé les pourparlers de paix concernant la péninsule coréenne. Même si certaines questions doivent être résolues, je pense qu'il est important que toutes les parties concernées réduisent la tension en évitant une escalade d'hostilités, a souligné le Ministre en suggérant de mettre en place une feuille de route pour dénucléariser la péninsule coréenne. En ce qui concerne les développements récents au Cambodge, la situation continue de s'améliorer de manière significative. Les élections récentes se sont tenues librement et démocratiquement, comme les observateurs internationaux ont pu le noter. Les élections de cette année sont une étape importante dans la démocratisation du Cambodge. Dans le même temps, la croissance du Cambodge continue de montrer des signes positifs, avec un taux d'environ 6,7% par an au cours des cinq dernières années. De plus, la stratégie du gouvernement a donné la priorité à la lutte

contre la pauvreté. En 2015, le niveau de pauvreté devrait avoir été réduit de 19%. Enfin, le Ministre a abordé la question de la réforme des Nations Unies, en particulier celle du Conseil de sécurité. Il a demandé un élargissement du Conseil incluant le Japon, la République fédérale d'Allemagne et l'Inde en tant que membres permanents.

M. FRANCISCO GUERRERO PRATS, Secrétaire d'Etat des affaires étrangères de la République dominicaine, a rappelé l'urgence qu'il y avait à mettre en œuvre la réforme des Nations Unies, et en particulier la révision du Conseil de sécurité, pour une représentation plus équitable des Etats Membres, une plus grande transparence des prises de décisions et un renforcement de la légitimité du Conseil comme garant du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les questions relatives à la sécurité obligent à entamer une action décisive contre le terrorisme international, le crime organisé et le trafic illégal des armes et des drogues, a-t-il préconisé. La République dominicaine s'alarme par ailleurs du problème de la pauvreté, contre laquelle son gouvernement a créé un Cabinet social. Ce mécanisme de coordination des institutions gouvernementales d'aide sociale vise à s'assurer que les ressources nationales et internationales seront équitablement distribuées et attribuées aux régions qui requièrent un investissement social. Le Ministre a d'ailleurs invité tous les pays à joindre leurs efforts à ceux de la République dominicaine et à accepter leurs responsabilités en vue de garantir la croissance au détriment de la pauvreté. Concernant le conflit au Moyen-Orient, il a rappelé son soutien au processus de paix tel qu'il figure dans la Feuille de route, et appelé les parties au conflit à ne pas repousser le cessez-le-feu et concéder des sacrifices en faveur d'une solution et d'une cohabitation pacifique. Par ailleurs, le Gouvernement dominicain, profondément concerné par la pandémie du VIH/sida, a accompli de considérables efforts pour se mettre en conformité avec les engagements de la Déclaration du Millénaire, appelant à plus de coopération internationale et à des efforts pour garantir la disponibilité de traitements à des prix accessibles. Enfin, M. Prats a déclaré son soutien aux aspirations de la République de Chine (Taiwan) à rejoindre l'Organisation en tant que Membre à part entière.

M. MATEUS MEIRA RITA, Ministre des affaires étrangères de Sao Tomé-et-Principe, a déclaré que le continent africain devait faire face à d'énormes défis: des maladies endémiques telles que la malaria et le HIV/sida tuent les populations. Comment pourrions-nous obtenir un développement économique alors que notre peuple est malade et incapable de travailler? Il a demandé instamment à toutes les nations de mobiliser leurs ressources humaines et financières pour contrôler ces maladies mortelles. Sao Tomé-et-Principe est une petite île qui a une économie fragile. Nous sommes fiers de notre démocratie, de nos élections et de notre respect de la règle de droit, a-t-il déclaré. Mais au mois de juillet de cette année, notre démocratie s'est retrouvée sous la menace de forces voulant renverser le gouvernement élu. S'ils ont échoué, c'est grâce à la mobilisation de la communauté internationale qui a soutenu les autorités élues. Notre démocratie restera sous ce type de menaces sauf si notre gouvernement pouvait mobiliser des ressources suffisantes afin de fournir des services de base à notre peuple qui souffre depuis longtemps. C'est pourquoi le peuple et le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe demandent le soutien constant de la communauté internationale au travers de l'aide au développement pour améliorer le sort de la population et assurer la survie de notre jeune démocratie.

Les tragédies en Iraq, au Moyen-Orient, au Libéria, en Afghanistan, pour ne parler que d'elles, ne peuvent être résolues que dans le cadre multilatéral des Nations Unies. Les actions unilatérales sont vouées à l'échec, a affirmé le Ministre. Le Conseil de sécurité doit être démocratisé en accueillant de nouveaux membres. En tant que nation insulaire, nous continuons d'être menacés par le réchauffement mondial. Nos côtes s'érodent, notre territoire national se rétrécit au fur et à mesure que la mer monte. Mon pays va-t-il terminer en n'étant rien d'autre qu'un tout petit pic volcanique, dressé au milieu des vagues avec les derniers survivants de notre peuple s'accrochant au peu de

terre que la mer n'a pas encore englouti? Le Protocole de Kyoto doit être appliqué pour le bénéfice de tous, a-t-il réclamé. Le Ministre a conclu en expliquant que selon les règles de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, la République de Chine de Taiwan devrait un jour faire partie des nôtres.

M. HENRY F. CHIMUNTHU BANDA, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Malawi, a rappelé son soutien à la démarche multilatérale qu'il considère essentielle dans les relations internationales. Le Ministre a fait mention de la famine qu'a connue son pays, conduisant à d'importantes pertes en vie humaines, et a remercié la communauté internationale pour l'aide apportée à son pays, au niveau bilatéral et multilatéral. Le Ministre a fait état par ailleurs de la progression de la pandémie du VIH/sida et de ses conséquences désastreuses sur le plan socioéconomique pour son pays. La situation alarmante créée par le fléau devrait selon ses propos conduire à un renforcement de l'aide internationale, qui passerait par des mesures concrètes et non seulement des programmes de conférences. Ainsi les petit pays se trouveraient en mesure de faire face aux besoins de soin, de traitement, d'assistance et d'inhumation des victimes du virus, a-t-il lancé. Par ailleurs, l'élimination de la pauvreté, le développement rural et l'agriculture durable, doivent, selon le Ministre, conduire la communauté internationale à se pencher vers l'adoption d'une politique globale contre les barrières commerciales. Il a rappelé à cet égard l'échec des négociations de l'OMC à Cancún et a évoqué le secteur agricole comme étant essentiel à la lutte contre la pauvreté. Le Ministre a fait état des engagements du G8 à l'égard des pays africains et a convié ses participants à les respecter. Il a par ailleurs salué la création du NEPAD qui devrait à son avis permettre à l'Afrique de sortir de la stagnation économique.

M. ALFRED CAPELLE, Chef de la délégation des îles Marshall, a invité la communauté internationale à intensifier ses efforts vers les petits États insulaires en développement en mettant en œuvre le Programme d'action sur le développement durable de Johannesburg. Les îles Marshall sont en train de procéder à une évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade afin de présenter des propositions concrètes lors de la prochaine réunion d'évaluation de Maurice, en 2004. Notre environnement est particulièrement vulnérable aux menaces telles que le réchauffement de la planète, la pollution et la dégradation de l'environnement, tandis que notre économie souffre de l'isolement géographique des îles Marshall. L'an dernier, nous avons présenté devant l'Assemblée générale un plan de mise en œuvre des partenariats définis dans le cadre du Sommet de Johannesburg pour un développement durable, a rappelé M. Capelle, insistant par ailleurs sur le développement des énergies renouvelables et sur la promotion de mécanismes écologiquement propres de retraitement des déchets.

Face à la menace des changements climatiques et à l'élévation du niveau des mers, les îles Marshall et les autres petits États insulaires en développement plaident pour que la Commission du développement durable consacre son cycle 2014-2015 à leurs préoccupations économiques, sociales et environnementales. En outre, M. Capelle a invité les États Membres à ratifier le Protocole de Kyoto et à redoubler d'efforts dans les domaines de la gestion des stocks de poissons et de la protection des océans et des zones côtières. Les essais nucléaires réalisés sur notre territoire entre 1946 et 1958 ont encore des effets sur la santé de notre population, a-t-il observé, et notre capacité de développement est freinée par la pollution des atolls.

* * * * *